



**Déclaration liminaire FSU12 /UNSA 12  
CDEN 22 avril 2020 en visio conférence**

Mme la Préfète,

Mme la Directrice Académique,

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Ce CDEN se tient dans des conditions très particulières, inédites tant par le contexte actuel que par la forme de cette instance qui nous l'espérons n'altèrera pas les échanges.

Les annonces de réouverture progressives à partir du 11 mai des établissements scolaires, qui sont des lieux de forte circulation du virus, nous inquiètent fortement. Quant aux précisions apportées par le Ministre de l'Education nationale hier, pas plus que celles du Président, n'ont fait l'objet de concertation avec les organisations syndicales, et elles esquissent des pistes qui posent des problèmes de mise en œuvre, qui n'ont rien d'anecdotique. Si cette réouverture s'avérait prématurée, elle recréerait les conditions d'une deuxième vague épidémique (risque d'ores et déjà pointé par de nombreuses voix issues du corps et exemples étrangers - l'île d'Hokkaido au Japon a par exemple rouvert ses écoles progressivement depuis le 6 avril, après trois semaines de fermeture, alors qu'il ne restait plus que quelques cas déclarés chaque jour, et il y a une semaine, les écoles d'Hokkaido ont pourtant dû refermer leurs portes. Les autorités ont déclaré à nouveau l'état d'urgence et réordonné la fermeture des écoles du fait de nouvelles contaminations en nombre).

La FSU et l'UNSA Education le répètent depuis le début de cette pandémie : il faut prioriser les questions de santé, de protection des individus et de la population, avant tout limiter autant que faire se peut la propagation du virus, des vies en dépendent. Après les mensonges sur les masques, sur les tests, le gouvernement va-t-il feindre d'ignorer les enjeux sanitaires d'une reprise scolaire prématurée ? Pour nos organisations, il s'agit d'une décision essentiellement dictée par des intérêts économiques, alors que la protection des élèves et des personnels doit rester la priorité absolue. Nous y veillerons.

Dès la première heure, les enseignant·es ont répondu présent, comme un rouage indispensable au maintien de la vie sociale, assumant pleinement leurs missions de service public : attentifs à conserver le lien avec les familles, investi·es dans un élan solidaire et citoyen pour l'accueil des enfants dans les écoles, pour maintenir une continuité scolaire. A ce sujet, nous vous l'avons déjà dit, nous sommes évidemment favorables au maintien d'un lien et d'activités scolaires à condition de ne pas y engager la sécurité et la santé des personnels, des élèves et de leurs familles. Cependant, nous réfutons le terme de « continuité pédagogique ». Oui, le 13 mars, il y a eu rupture des parcours scolaires pour tous les élèves et particulièrement pour ceux des milieux les plus défavorisés, ceux des familles plus éloignées de la culture scolaire, ceux frappés par les fractures sociales et numériques... Beaucoup d'entre eux auront été perdus. Pour ceux-là, mais aussi pour tous les autres, à la réouverture quand elle aura lieu, il faudra reprendre là où nous les avons laissés le 13 mars.

Oui, les agent·es de la Fonction Publique sont particulièrement mobilisé·es, leur engagement et leur disponibilité dans l'effort collectif sont importants et ce malgré les difficultés matérielles que les personnels rencontrent pour faire correctement leur travail. Conscient·es de leur responsabilité, les personnels mettent

tout en œuvre pour assurer la continuité du service public, le plus souvent utilisant leurs outils personnels. Mais ces agent-es sont aussi maltraité-es : absence, jusqu'à présent, d'équipements de la part de l'Etat, notamment de masques...dont on nous a répété l'inutilité, pour aujourd'hui les prévoir systématiquement, injonctions leur demandant de se soustraire au confinement pour assurer des permanences ou pour déposer des documents et demander aux familles d'en faire autant, propos de la porte-parole du gouvernement inadmissibles qui ne font que renforcer la défiance, annonces non-concertées d'un Ministre qui se montre plus soucieux de l'opinion publique que de ses propres agent-es.

Cet engagement des personnels est d'autant plus remarquable qu'il vient après trois années de fortes attaques du gouvernement contre la Fonction Publique et en particulier les personnels de l'éducation nationale : une rénovation du dialogue social qui détruit le paritarisme, la réduction du nombre de fonctionnaires, le renforcement de la rémunération au mérite sans revalorisation pour l'ensemble des personnels dont le point d'indice reste gelé.

Dans une période de crise sans précédent, le dialogue social revêt une importance particulière. Or, dans notre département, le dialogue social avec notre administration nous apparaît compliqué, voire tendu : des questions de notre part demeurent sans réponse. A l'heure où notre président dit que son positionnement a évolué, que notre premier ministre parle d'un monde d'"après la crise", nous devons faire le constat plus global d'une administration qui continue dans la voie tracée par la loi de transformation de la Fonction Publique qui marginalise les organisations syndicales une voie dans laquelle notre administration locale semble s'être pleinement engagée. Notre ministre, lui-même, a parlé récemment de "co-construction" : nous sommes bien loin aujourd'hui de cette réalité. Nous ne pouvons ainsi que dénoncer une nouvelle fois un certain mépris pour le dialogue social et les attaques contre le "droit à participation" qui était au cœur de notre fonction publique. Nous le regrettons non pas pour nous, mais plutôt parce que cela va à l'encontre de l'intérêt du service public.

Cette crise montre en effet et à l'évidence la nécessité absolue d'une fonction publique renforcée et revalorisée, ce que n'ont eu de cesse de rappeler la FSU et l'UNSA Education. Elle met en lumière de façon criante la nécessité et le rôle fondamental des CHSCT, des CAP, que la loi de la transformation de la Fonction Publique a pourtant pour objectif de détruire en les vidant de leurs compétences.

Pour la FSU et l'UNSA Education, cette crise est donc un révélateur de plus de la nécessité d'un changement de société. Nos organisations ont régulièrement dénoncé les artifices de communication visant à faire croire que la politique menée par ce gouvernement était une rupture avec « le monde d'avant » quand elle n'était que la suite de politiques libérales qui nous ont amené aux manques d'aujourd'hui, celle d'un monde au fonctionnement sans écoute du terrain. Il est plus que temps d'en finir avec les logiques d'économies qui ont guidé les politiques d'austérité et la privatisation de pans entiers des services publics. Les restrictions budgétaires au nom de la diminution des dépenses publiques et du poids de la dette sont à mettre en parallèle avec les sommes faramineuses qui vont être engagées par l'État pour faire face aux conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire.